

Le terrorisme en perspective

Daniel Benjamin

TRADUCTION **Sabine Franco, Marc Hecker**

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2006/4 **Hiver**, PAGES 887 À 900
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

DOI 10.3917/pe.064.0887

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2006-4-page-887?lang=fr>



CAIRN · INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Le terrorisme en perspective

Par **Daniel Benjamin**

Daniel Benjamin, ancien collaborateur du Conseil national de sécurité pour les menaces transnationales et le contre-terrorisme, a rejoint l'International Security Program du Center for Strategic and International Studies au titre de *Senior Fellow* (2001). Menant parallèlement une carrière de journaliste, il est aussi l'auteur, avec Steven Simon, de *The Age of Sacred Terror* (New York, Random House, 2002) et de *The Next Attack* (New York, Henry Holt/Times Books, 2005).

Texte traduit de l'américain par Sabine Franco et Marc Hecker

Les attentats du 11 septembre 2001 marquent l'entrée dans l'ère du terrorisme catastrophique. Depuis lors, le terrorisme a évolué. De nouvelles catégories de djihadistes ont émergé, en raison notamment de la dégradation de la situation en Irak. Le djihadisme finira sans doute par s'épuiser mais le terrorisme risque quant à lui de perdurer. Et la diffusion toujours plus large des technologies amènera des groupes de plus en plus limités à se doter de capacités de plus en plus destructrices.

politique étrangère

Le terrorisme est une tactique qui sous-tend l'utilisation de moyens violents contre des non-combattants, à des fins politiques. Depuis environ 150 ans, la pratique terroriste fait preuve d'une remarquable continuité. Les attaques ont pratiquement toujours été menées à l'aide d'armes légères ou d'explosifs et ont généralement consisté à assassiner, prendre des otages, détourner des avions ou poser des bombes. Les terroristes sont historiquement conservateurs : ils n'ont que rarement essayé de nouvelles méthodes, préférant l'assurance d'une opération réussie à la poursuite – incertaine – d'effets plus importants. On relève toutefois quelques innovations sporadiques. L'attentat suicide tout d'abord – utilisé au début des années 1980 par les Tigres tamouls du Sri Lanka ou les chiites libanais – s'est maintenant diffusé chez les musulmans sunnites. Les Palestiniens, impressionnés par les résultats du Hezbollah, ont largement contribué à cette diffusion. Mais, d'une manière générale, les outils utilisés sont restés similaires.

Il en va de même pour l'échelle de la violence. La violence terroriste est particulièrement difficile à jauger en termes de volume. Le nombre d'attaques fluctue grandement en fonction de l'époque, et la distinction ténue entre terrorisme et insurrection rend les choses encore plus compliquées. Les effets directs de chaque attaque ont peu varié. Les attentats provoquant simultanément la mort de plus de 10 personnes sont peu fréquents. Ceux qui causent plus de 100 décès sont très rares. C'est une des raisons pour lesquelles l'attentat de Lockerbie en Écosse et celui du vol UTA 772 en 1989 sont devenus si emblématiques. La réflexion sur l'échelle de la violence a sa raison : le terrorisme veut produire des effets politiques significatifs par des actes de violence limités. D'où la fameuse expression : « Le terrorisme, c'est peu de victimes mais beaucoup de spectateurs ». Du fait de la répétition des mêmes tactiques et de la rareté des attaques de grande ampleur, le terrorisme est longtemps demeuré une préoccupation de sécurité de second ordre – même s'il s'agissait, pour les journalistes de tout poil, d'un sujet de premier ordre. Le risque de mourir d'une piqûre de guêpe ou d'être frappé par la foudre était généralement bien plus grand que celui de périr dans un attentat.

Aujourd'hui encore, hors d'Irak, la probabilité de mourir dans une attaque terroriste n'a pas vraiment évolué, même en intégrant le 11 septembre dans les calculs, mais le terrorisme – du moins certaines formes de terrorisme dont celles qui nous concernent le plus directement – a indéniablement changé depuis cette date. Les attaques contre le World Trade Center et le Pentagone ainsi que celles qui, depuis, ont échoué – à l'instar du complot de Londres déjoué en 2006 – ont démontré leur volonté de tuer en masse. Contrairement à la grande majorité des groupes terroristes, les djihadistes font preuve d'un vif intérêt pour les armes de destruction massive. Cet intérêt remonte au début des années 1990, quand le quartier général d'Al-Qaida se trouvait au Soudan. Pour les « nouveaux terroristes », la violence n'est pas un moyen de contraindre un adversaire à entrer dans un processus de négociation afin d'obtenir quelques concessions. Il s'agit plutôt d'un moyen sacré visant à obtenir des changements radicaux. La violence est, pour les djihadistes, largement considérée comme une fin en soi¹.

Comment la violence islamiste radicale, phénomène à la fois archaïque et ultramoderne, peut-elle évoluer ? Les avis divergent. La plupart s'accordent sur le fait que les djihadistes auraient continué à défier l'Occident quelle qu'eût été la réaction américaine au 11 septembre. Al-Qaida a été sévèrement ébranlée par la défaite des talibans et les diverses opérations des services secrets contre le groupe et ses alliés. La

1. Pour plus de détails sur le terrorisme djihadiste, voir D. Benjamin et S. Simon, *The Age of Sacred Terror*, New York, Random House, 2002.

coopération efficace des services de renseignements de multiples pays a sans doute été l'un des succès les plus significatifs de ce que l'Administration Bush appelle « la guerre globale contre le terrorisme ».

L'accélérateur irakien

La guerre en Irak, en revanche, a offert aux djihadistes une accélération inespérée. Le terrorisme consiste à développer un certain discours et à persuader un public déterminé d'y croire. D'importants responsables de l'Administration américaine ont souvent évoqué l'« idéologie de la haine » des terroristes. Mais les actions américaines ont apporté, trop souvent – et par inadvertance –, de l'eau au moulin du discours djihadiste. Pour simplifier, ce discours tend à démontrer que les États-Unis et leurs alliés cherchent à occuper les pays musulmans, à voler leur pétrole et à détruire leur foi. Des accords Sykes-Picot redessinant les frontières du Moyen-Orient à la fin de la Première Guerre mondiale jusqu'à l'invasion de l'Irak en 1991, en passant par la création d'Israël et le déploiement des troupes américaines en Arabie Saoudite, bien des événements auraient confirmé, aux yeux des islamistes radicaux, les visées occidentales – et plus spécifiquement américaines – sur le monde musulman.

Il n'est donc pas surprenant que les opérations américaines en Irak aient fourni de nouveaux arguments aux radicaux clamant l'inéluctabilité d'un « choc des civilisations ». Dans les pays musulmans, les sondages des trois dernières années dénotent une dépréciation, à des niveaux historiquement bas, de l'image des États-Unis. L'invasion et l'occupation de l'Irak ont ouvert un nouveau « champ de djihad »

L'invasion et l'occupation de l'Irak ont ouvert un nouveau « champ de djihad »

et la présence de la coalition sur le terrain constitue donc pour les radicaux une chance inespérée de défendre leur dignité musulmane. La violence djihadiste s'inscrit aussi dans le cadre d'une « tragédie de la foi » que les musulmans déshérités du monde entier peuvent suivre à la télévision et sur Internet. Il est ainsi courant d'y retrouver des vidéos de coups de filet menés en Irak contre des militants du djihadisme. Si le discours des extrémistes a bénéficié de l'amertume arabe suscitée par l'intervention américaine, les djihadistes n'ont bien sûr pas réussi à mobiliser l'opinion musulmane, et l'écrasante majorité des musulmans n'adhéreront jamais à une vision qui place la violence au cœur de la foi. Néanmoins, à l'échelle des individus et des petits groupes, la radicalisation gagne du terrain².

2. Sur le rôle d'Internet dans la diffusion du terrorisme contemporain, voir G. Weimann, *Terror on the Internet : the New Arena, the New Challenges*, Washington, United States Institute of Peace Press, 2006.

Trois catégories nouvelles de terroristes

Trois nouvelles catégories de terroristes sont apparues récemment – et l'Irak y a grandement contribué. La première est celle des « autodidactes », au niveau local – l'expression anglo-saxonne *home-grown* est souvent employée pour les désigner. Ceux-ci se sont illustrés en 2004 à Madrid, en 2005 à Londres ou encore au Pays-Bas avec l'assassinat de Theo van Gogh. Ces terroristes n'ont que très peu de liens avec Al-Qaida ou d'autres groupes, mais ont été conquis par les idées d'Oussama Ben Laden et de ses lieutenants. Ils s'autorecrutent, s'auto-entraînent, et bénéficient de toutes les informations d'Internet. Apparus en Europe, au Canada, au Maghreb, au Moyen-Orient et au Pakistan – pays où s'est bâtie une solide infrastructure djihadiste –, leur motivation réelle est difficile à cerner, mais les responsables des attentats de Madrid ou de Londres, et Mohammed Bouyeri, l'assassin de Theo van Gogh, avaient clairement l'Irak en tête. Ces autodidactes sont globalement moins expérimentés et moins entraînés que ceux qui sont passés par les camps d'Al-Qaida mais des individus particulièrement diplômés appartiennent à leurs cellules. Si un petit pourcentage de ces groupes réussissait à passer à l'acte, nous pourrions connaître des attentats destructeurs et meurtriers. L'ascension des autodidactes et le déclin simultané des figures historiques d'Al-Qaida conduisent nombre d'experts à prédire de nouveaux 11 mars – des attentats à l'échelle de celui de Madrid –, plus nombreux que d'autres 11 septembre. Le récent complot de l'aéroport londonien, Heathrow, constitue néanmoins le contre-exemple de cette assertion. Dans ce qui devait être une reprise du « complot Bojinka » de Ramzi Ahmed Youssef en 1994-1995, les terroristes envisageaient de faire sauter une douzaine d'avions de ligne à l'aide d'un explosif constitué d'éléments liquides et réalisé à bord. La bonne nouvelle, en l'occurrence, est que le complot a été déjoué : les terroristes étaient trop nombreux et sous surveillance depuis des mois. La mauvaise nouvelle : d'autres pourraient ne pas commettre les mêmes erreurs. Aussi ne faut-il pas miser sur l'incapacité des autodidactes à trouver les contacts dont ils ont besoin pour parfaire leur entraînement et obtenir certains moyens d'action. Plusieurs terroristes de Londres avaient voyagé au Pakistan, et certains suspects de Toronto étaient liés à des personnes elles-mêmes en contact avec Abou Moussab al-Zarkaoui. Un renouvellement des réseaux terroristes, renforçant encore la menace, pourrait se faire jour.

Les deux autres catégories de terroristes se concentrent en Irak. La première se compose des combattants étrangers qui affluent pour affronter les forces de la coalition. Contrairement aux attentes de l'Administration Bush, ceux qui viennent se battre ne sont pas les dépouilles d'Al-Qaida après son éviction d'Afghanistan. Les études de l'expert israélien Reuven

Paz et du spécialiste saoudien Nawaf Obeid démontrent que les combattants étrangers sont, en grande majorité, de jeunes musulmans récemment radicalisés³. Bien que les responsables américains aient régulièrement répété au cours des trois dernières années que les combattants étrangers réunis autour d'Al-Zarkaoui ne représentaient qu'un faible pourcentage des insurgés en Irak, ce sont bel et bien leurs violences qui ont déterminé l'évolution de l'insurrection. On citera en particulier les attaques de grande ampleur comme celle de la mosquée de Samarra en février 2006, qui ont poussé le pays vers une vraie guerre civile. Al-Zarkaoui est mort en juin 2006, après avoir, semble-t-il, exacerbé les tensions intercommunautaires. D'après plusieurs services de renseignements occidentaux, il déconseillait en fait aux nouveaux djihadistes *étrangers* de rester combattre en Irak. On ne sait combien d'entre eux sont restés. Mais ceux-ci pourraient bien constituer l'avant-garde d'une nouvelle génération de djihadistes, à l'instar des vétérans d'Afghanistan qui, dans les années 1980 et 1990, ont constitué le vivier d'Al-Qaïda.

La dernière catégorie de terroristes est celle des djihadistes irakiens qui ont émergé du marasme de ces trois dernières années. Al-Qaïda en Mésopotamie est maintenant composée en très grande partie d'Irakiens et certains groupes, comme Ansar al-Sunna et l'Armée islamique en Irak, compteraient, selon certaines sources, plus de 15 000 militants. Le chaos a permis aux insurgés d'améliorer leurs tactiques terroristes et leur pratique de combat urbain. L'usage de plus en plus fréquent d'engins explosifs improvisés (*Improvised Explosive Devices*, IED) en est une illustration. La diffusion de ces tactiques – notamment par Internet – est un gage d'exportation probable vers d'autres régions. Oussama Ben Laden et ses hommes avaient su profiter de la décomposition de l'Afghanistan. Aujourd'hui, c'est l'Irak qui fait planer une nouvelle menace, dans le sens où une génération de jeunes combattants y développe une réelle expérience du djihad. Si ces combattants pourront sans doute bénéficier d'un sanctuaire durable dans la province occidentale d'Al-Anbar, il est encore trop tôt pour miser sur l'orientation de long terme des djihadistes irakiens. Concentreront-ils leur violence sur le seul régime de Bagdad, chercheront-ils à l'exporter ? Il est probable que leur principal terrain d'action restera l'Irak, mais les attentats contre trois hôtels à Amman en novembre 2005 suggèrent que certains ont d'autres cibles en tête⁴.

3. R. Paz, *Arab Volunteers Killed in Iraq : An analysis*, Project for the Research of Islamist Movements, « Occasional Papers », 2005, disponible sur <[www.e-prism.org/images/PRISM_no_1_vol_3_-_Arabs_killed_in_Iraq .pdf](http://www.e-prism.org/images/PRISM_no_1_vol_3_-_Arabs_killed_in_Iraq.pdf)> et B. Bender « Study Cites Seeds of Terror in Iraq », *Boston Globe*, 17 juillet 2005.

4. C'est une des conclusions du rapport « Trends in Global Terrorism » publié en septembre 2006 par plusieurs agences de renseignements américaines et qui a suscité une controverse aux États-Unis.

La diffusion du djihad

Géographiquement, les djihadistes se répandent comme des métastases. Avec plus de trente complots déjoués au cours des cinq dernières années, l'Europe est devenue un champ de bataille central. En Australie, un coup de filet important a permis d'appréhender 18 individus qui semblaient vouloir s'attaquer à l'un des réacteurs nucléaires du pays. En Asie du Sud, l'incidence de la violence islamiste s'est considérablement accrue, comme le prouvent les récents attentats de Bombay et le regain de violence au Bangladesh.

Au Moyen-Orient et dans le golfe Persique, les répercussions du djihadisme en Irak sont nombreuses alors que la violence djihadiste était largement absente de la zone depuis la fin des années 1990. Les services de sécurité arabes avaient alors réussi à démanteler beaucoup d'organisations extrémistes et le reste du problème avait été déplacé en Afghanistan et en Irak. La guerre d'Irak change la donne. Plusieurs actions ont été menées hors du pays : les attentats suicides contre trois hôtels d'Amman d'abord – les premières attaques de cette ampleur en Jordanie –, commis par des kamikazes irakiens ; au Koweït – qui n'avait jamais eu de véritable problème de djihadisme –, des affrontements armés ont opposé les services de sécurité à des militants djihadistes, et un complot a été découvert au sein même de l'armée ; la Syrie, qui avait pourtant mené une campagne d'élimination des islamistes au début des années 1980, a vu le radicalisme sunnite émerger de nouveau ; pour la première fois, un véhicule piégé a explosé au Qatar au début de l'année 2005 ; l'Arabie Saoudite a dû faire face à une série d'attentats et, même si les autorités ont réussi à prendre l'avantage sur Al-Qaida dans la péninsule, le groupe y subsiste. La découverte de bombes « à l'irakienne » dans le royaume est de mauvais augure, d'autant que les Saoudiens représentent le plus fort contingent de « combattants étrangers », et qu'on peut craindre le pire de leur retour au pays⁵.

Plusieurs raisons permettent de comprendre pourquoi, depuis le 11 septembre, le sol américain n'a plus servi de cible. La communauté musulmane américaine est jusqu'à présent largement immunisée contre le virus djihadiste du fait de son intégration, de son niveau d'éducation élevé et de son niveau de vie, qui contrastent avec ceux des communautés musulmanes d'Europe. Grâce au travail des services de renseignements et de la police, il est devenu plus difficile pour les radicaux étrangers d'entrer dans le pays. Le noyau dur d'Al-Qaida est sans doute déterminé à mener une

5. À ce sujet, lire notamment D. Benjamin et S. Simon, *The Next Attack : The Failure of the War on Terror and a Strategy for Getting it Right*, New York, Holt/Times Books, 2005, p. 43-50.

attaque encore plus spectaculaire et meurtrière que celle du 11 septembre, mais les conditions d'une telle entreprise sont désormais plus difficiles à réunir. Il est bien plus simple de tuer des Américains en Irak qu'aux États-Unis : les pertes infligées aux Américains en Irak permettent aux radicaux de démontrer à l'oumma tout entière qu'ils sont prêts à passer à l'acte pour la cause. Les djihadistes ne sont pas responsables de la totalité de ces pertes – 2 600 soldats américains ont été tués depuis le début de la guerre – mais ils revendiquent le maximum d'attaques meurtrières. L'Administration Bush peut s'estimer heureuse que le nombre d'Américains tués en Irak n'ait pas atteint la barre symbolique des 3 000 morts pour le cinquième anniversaire du 11 septembre...

À long terme pourtant, les terroristes recréeront des réseaux qui leur permettront de frapper sur le sol américain. C'est là leur objectif premier, et si le mouvement djihadiste venait à se renforcer, rétablir la capacité de mener des attaques spectaculaires deviendrait probablement une priorité.

Personne – et surtout pas les Américains – ne doit croire que le territoire américain est immunisé contre de nouvelles attaques. L'islamophobie progresse aux États-Unis, alimentée par une partie de la droite chrétienne évangélique, qui entend remplacer la menace soviétique par la menace islamique. Les agressions contre les musulmans sont de plus en plus fréquentes. Dans ces circonstances, de jeunes musulmans en colère peuvent se tourner à leur tour vers la violence.

À long terme, les terroristes recréeront des réseaux qui leur permettront de frapper le sol américain

Existe-t-il une sortie du terrorisme ?

Le président Bush a certes raison de dire qu'aucun armistice ne mettra fin à la guerre contre la terreur. Il aurait de surcroît pu dire que l'image même de deux forces en guerre est ici inappropriée. Le terrorisme djihadiste peut perdre de sa vigueur du fait de différents facteurs – dont la perte d'une grande partie de ses actuels sympathisants qui finiront par considérer le djihad comme une nouvelle impasse idéologique et par s'en détourner – mais sans doute pas disparaître. La plupart des djihadistes actuels s'assagiront sans doute avec l'âge, et abandonneront la violence. Les jeunes musulmans peuvent reprendre l'espoir d'une vie meilleure, et les modérés réoccuper l'espace politique où opèrent aujourd'hui les extrémistes. Les succès répétés des services de renseignements et de la police accélèrent la défaite des djihadistes mais l'élément décisif sera probablement l'attitude de la grande majorité des musulmans, qui considéreront la violence comme contre-productive voire, pour certains, contraire à l'islam. Paradoxalement, l'« effet Zarkaoui » – le dégoût qu'éprouvent de nom-

breux musulmans à l'égard de la violence aveugle et particulièrement vicieuse du djihadiste jordanien – rend le djihad moins attrayant.

Combien de temps faudra-t-il pour que le mouvement djihadiste s'épuise ? David C. Rapoport, un des fondateurs des études contemporaines sur le terrorisme, souligne que ce dernier se développe par vagues durant généralement 30 à 50 ans. Il soutient que nous sommes au milieu de la quatrième vague, celle du terrorisme d'inspiration religieuse⁶. Rapoport a peut-être raison mais un certain nombre de facteurs rendent les prévisions hasardeuses. Le premier tient à la motivation des terroristes. Établir des distinctions entre la motivation des terroristes d'inspiration religieuse et celle d'activistes pratiquant une forme de terrorisme plus traditionnelle est ardu. Il serait absurde de dire que les objectifs d'Al-Qaida ne sont pas politiques, ou que d'autres idéologies – par exemple le nazisme – ne possédaient pas une dimension quasi religieuse. Mais les djihadistes s'appuient sur des textes sacrés pour démontrer qu'ils agissent au nom d'une foi pure et incorruptible, ce qui pourrait permettre à leur idéologie de perdurer, d'autant qu'ils ont le sentiment d'accomplir une tâche sacrée. On ne peut, pour l'heure, dire si le mouvement s'éteindra comme, par exemple, le terrorisme anarchiste. Les technologies modernes comme Internet ont permis au djihad une ascension rapide : il est concevable qu'elles accélèrent la chute de son idéologie, mais il ne s'agit que d'une hypothèse.

L'avenir du terrorisme sponsorisé par les États

La hausse de tension avec l'Iran fait renaître les craintes d'un terrorisme bénéficiant d'un soutien étatique⁷. Avant l'avènement d'Al-Qaida, la plupart des gouvernements s'inquiétaient d'abord des groupes sponsorisés par des États. Le Royaume-Uni et l'Espagne étaient certes préoccupés par l'Armée républicaine irlandaise (Irish Republican Army, IRA) ou Patrie et liberté (Euskadi Ta Askatasuna, ETA), mais le sentiment prédominait que seuls des groupes soutenus par des États pouvaient mener des attaques de grande ampleur. Tout a changé lorsqu'Al-Qaida a démontré qu'un acteur non étatique était en mesure, seul, de concevoir et de mettre en œuvre des attaques de très grande ampleur.

Avant le 11 septembre, le terrorisme sponsorisé était déjà en déclin. Certes, beaucoup de groupes ont bénéficié d'un soutien étatique, et même Al-Qaida. Le Soudan a hébergé l'organisation au début des années 1990 avant de l'expulser en 1996, laissant Ben Laden trouver refuge en Afgha-

6. D.C. Rapoport, « The Four Waves of Rebel Terror and September 11 », *Anthropoetics*, 8, n° 1, printemps-été 2002. Cet article est disponible sur <www.anthropoetics.ucla.edu/ap0801/terror.htm#n1>.

7. D. Byman, *Deadly Connections : States that Sponsor Terrorism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

nistan. Comparé au soutien qu'un groupe comme le Hezbollah obtient de la part de la Syrie ou de l'Iran, l'aide du Soudan et de l'Afghanistan à Al-Qaida fut relativement faible. La relation d'Al-Qaida avec ces deux pays était atypique et différait du modèle traditionnel où un État fournit au groupe terroriste l'argent et le matériel nécessaires. Ben Laden investissait lourdement au Soudan et a, semble-t-il, perdu beaucoup d'argent lors de son expulsion. Les talibans ont offert à Al-Qaida un sanctuaire, mais non un soutien financier. Au contraire, Ben Laden a permis aux Afghans de faire perdurer leur Émirat islamique. Il serait plus exact de dire que l'Afghanistan était alors un État sponsorisé par des terroristes.

Aujourd'hui, le terrorisme à soutien étatique se développe au Moyen-Orient, où l'Iran et la Syrie aident certains groupes palestiniens. Mais les attaques contre les pays européens et les États-Unis ont fortement diminué. Dans les 20 dernières années, les trois États sponsors du terrorisme furent la Libye, la Syrie et l'Iran. Les derniers attentats majeurs orchestrés par la Libye ont été menés contre les vols de la Pan Am et d'UTA à la fin des années 1980. La Syrie n'a plus commandité d'attaques contre les Occidentaux depuis plus de 20 ans. Quant à l'Iran, sa dernière grande attaque contre une cible occidentale a été menée en 1996 contre le complexe américain des Khobar Towers en Arabie Saoudite.

L'Irak était de son côté classé au quatrième, voire au cinquième rang (derrière le Soudan) des États sponsors, et sa dernière tentative contre les intérêts américains illustre une des raisons du déclin du terrorisme sponsorisé. La tentative a eu lieu en 1993 au Koweït, pour assassiner l'ancien président américain George H.W. Bush. Cette conspiration boiteuse découverte, le président Clinton ordonnait le tir d'un missile de croisière contre le quartier général des services de renseignements irakiens. Les adversaires conservateurs de Bill Clinton ont considéré qu'il aurait pu réagir plus fermement ; mais Saddam Hussein a semble-t-il compris le message⁸. Après cet épisode, le terrorisme irakien s'est concentré sur trois activités : l'assassinat de dissidents irakiens à l'étranger, le soutien aux moudjahidines du peuple iranien (Mudjahedin e-Khalq) – un groupe menant des actions contre le régime de Téhéran – et un soutien financier aux familles des kamikazes palestiniens.

L'expérience iranienne lors de l'attentat contre la base américaine de Khobar offre certaines similitudes. De toute évidence, le régime iranien a soutenu l'attaque menée par un obscur « Hezbollah saoudien », dont

8. Il sera intéressant de voir si les ennemis des États-Unis feront preuve à l'avenir du même respect envers les services de renseignements américains, après l'affaire des armes de destruction massive de Saddam Hussein...

l'objectif était de créer une brèche entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite. Son seul effet a été de pousser Washington à déplacer les troupes postées en Arabie Saoudite vers un lieu plus sûr, dans le désert. À la fin des années 1990, Téhéran a pris conscience des risques encourus : en cas d'attaque, les représailles n'attendraient pas. Les États commanditaires semblent donc avoir réalisé qu'il était devenu quasiment impossible de mener des opérations d'envergure impunément.

C'est là un point de vue américano-centré, puisque tout État commanditant un attentat contre les États-Unis ou un de leurs alliés occidentaux devrait faire face à une riposte engageant de vastes moyens. Compte tenu de leur situation géographique, certains pays sont confrontés à une menace plus directe. Israël devra sans doute relever le défi du terrorisme tant qu'un règlement global du conflit israélo-palestinien n'aura pas été conclu. Encore, certains acteurs violents pourraient-ils ne jamais accepter l'existence de l'État juif.

Bien que le déclin récent du terrorisme financé par des États soit globalement encourageant, on ne peut exclure son retour. Si les infrastructures nucléaires iraniennes étaient attaquées par les États-Unis – avec ou sans le soutien des alliés –, ou par Israël, une vague de terrorisme pourrait être déclenchée. L'Iran dispose de moyens considérables – dont le

On ne peut exclure le retour du terrorisme financé par des États

Hezbollah –, pouvant frapper loin du Moyen-Orient, comme l'ont démontré, en 1994, les attaques contre le centre communautaire juif de Buenos Aires et l'ambassade d'Israël en Argentine. Rien ne permet de penser que ces capacités aient disparu. À l'été 2006, l'enlèvement de trois soldats israéliens – à l'origine de la guerre au Liban – a certainement reçu le feu vert de Téhéran. L'Iran souhaitait sans doute rappeler aux États-Unis et à Israël qu'en cas de conflit, il disposait d'une arme sur laquelle il fallait compter : le Hezbollah.

La fourniture par un État d'armes de destruction massive à un groupe terroriste est un cauchemar, mais peu probable. Ce spectre a été régulièrement agité par les membres de l'Administration Bush avant la guerre d'Irak. L'argument était qu'« à n'importe quel moment » Saddam Hussein pourrait céder une arme nucléaire à un groupe terroriste, lui permettant ainsi de frapper les États-Unis « sans laisser de trace ». Mise à part l'absence de ces armes en Irak, il était déjà peu probable que cela arrive. La raison essentielle est identique à celle du déclin général du terrorisme sponsorisé : la non-détection d'un État impliqué dans un tel attentat serait de moins en moins possible. Ce qui est vrai d'une attaque limitée qui

détruirait un avion ou tuerait quelques centaines de personnes l'est d'autant plus d'une attaque faisant des centaines de milliers de victimes.

La prudence est requise pour gouverner – cela vaut aussi pour les dictateurs. Ce principe ne s'applique pas, en revanche, aux acteurs non étatiques comme Al-Qaida. Bien que ce ne soit pas tout à fait le sujet, il est intéressant de rappeler que Saddam Hussein n'a jamais utilisé d'armes de destruction massive, alors même qu'il en possédait, contre un adversaire plus puissant. En janvier 1991, lors de la phase préparatoire de l'opération *Desert Storm*, le secrétaire d'État James Baker faisait passer, *via* Tarek Aziz à Genève, un message à Saddam Hussein : « Si vous utilisez des armes chimiques ou biologiques contre nos forces, [...] le peuple américain réclamera vengeance. Et nous en avons les moyens... Ceci n'est pas une menace, mais une promesse. Si vous utilisez de telles armes, notre objectif sera non seulement de libérer le Koweït, mais également d'éliminer l'actuel régime irakien, et toute personne impliquée dans l'utilisation de ces armes sera tenue pour responsable⁹ ».

L'Irak possédait alors d'énormes stocks chimiques et biologiques. Saddam Hussein ne les a pas utilisés pendant la guerre, ni dans les douze années qui ont suivi, même s'il en a menacé Israël. Saddam Hussein est un homme exécrable, qui a fait de nombreuses erreurs de calcul, notamment au Koweït en août 1990, mais il n'a jamais été fou et a agi pour préserver son pouvoir. La menace des États-Unis et de leurs alliés a réellement dissuadé le président irakien. Certes les calculs des chefs d'État sont moins fiables que les lois de la physique. Le monde peut craindre légitimement que la Corée du Nord ne cherche à vendre des matières fissiles. Mais la probabilité que l'Iran fournisse un jour une bombe nucléaire au Hezbollah reste quasi nulle.

Au-delà de l'islam radical

En référence à Al-Qaida, la tendance dominante identifie le terrorisme à l'islam radical : les seules attaques terroristes à craindre seraient perpétrées par des musulmans. C'est évidemment faux. Le renouveau et la radicalisation religieux n'épargnent, depuis plusieurs décennies, aucune région du monde – hormis, peut-être, l'Europe occidentale –, ni aucune religion.

Au tournant des années 1970 et 1980, une conspiration de juifs radicaux visait à faire exploser le Dôme du Rocher à Jérusalem, pour purifier le Mont du Temple. Le complot a échoué en particulier parce qu'aucune

9. J.A. Baker III et Th. de Franck, *The Politics of Diplomacy*, New York, GP Putnam and Sons, 1995, p. 359.

approbation rabbinique n'a pu être obtenue. En 1995, un étudiant religieux a assassiné Yitzhak Rabin : un des actes terroristes les plus lourds de conséquences depuis 1914 et le meurtre de François-Ferdinand d'Autriche à Sarajevo.

Timothy McVeigh, le principal responsable de l'attentat contre un bâtiment public à Oklahoma City en 1995, était influencé par le mouvement American Christian Identity et espérait que sa bombe de 4 400 livres provoquerait un soulèvement apocalyptique contre le gouvernement fédéral. American Christian Identity a connu après l'attentat un sérieux déclin, mais d'autres projets de même type ont été déjoués depuis par les autorités américaines.

En dernier lieu, la montée en puissance des sectes ajoute une dimension à la menace. Aum Shinrikyo a brisé le tabou des armes de destruction massive en utilisant du sarin dans le métro de Tokyo. Elle a émergé de la masse bouillonnante des « nouvelles nouvelles religions » japonaises (*shin shin shûkyô*), combinant des éléments du Livre des Révélation aux principes bouddhistes en un étrange syncrétisme. La secte Aum avait également cherché à se procurer des matières nucléaires et biologiques avant l'attaque du métro.

Le chef d'Aum a été condamné à mort, et le messianisme est en déclin en Israël, mais rien ne permet de penser que les idéologies apocalyptiques vont disparaître. Les visions apocalyptiques pourraient même toucher certains groupes faisant preuve d'une ferveur quasi religieuse : certains services de renseignements pensent que le mouvement altermondialiste ou les groupes écologistes radicaux pourraient produire des activistes dangereux.

Les sociétés industrialisées offrent de nombreuses cibles susceptibles de produire des destructions massives, ce qui rend cette dernière perspective encore plus angoissante. Aux États-Unis, 123 usines chimiques pourraient, touchées, mettre en danger plus d'un million de personnes. Et il est de moins en moins compliqué de fabriquer les armes les plus dangereuses. Les technologies permettant de mettre au point des armes chimiques risquent de devenir plus accessibles dans les prochaines années. Le développement de mini-réacteurs – à peine plus grands qu'un panier à pain – autorisera les industries à fabriquer rapidement de petites quantités de produits chimiques. Cette innovation, qui répond à de réels besoins, permettra, en de mauvaises mains, de produire des agents neurotoxiques extrêmement dangereux : VX ou sarin.

Aussi horribles soient-elles, les armes chimiques demeurent cependant une menace limitée : de grandes quantités sont nécessaires pour tuer en

masse ; l'environnement peut rendre leur dissémination très difficile ; et la zone de contamination est généralement restreinte. Les armes biologiques représentent un danger plus important, de petites quantités pouvant se répandre plus facilement. Un kilogramme de spores d'anthrax, dans des conditions optimales, pourrait tuer 10 000 personnes et la détection de certains agents, en outre contagieux, est souvent lente. Le plus inquiétant reste cependant la diffusion de technologies qui permettraient à des milliers de personnes de fabriquer des agents biologiques.

La production des armes biologiques elle-même reste compliquée : la production de spores d'anthrax pouvant être inhalés est par exemple difficile, de même que la dispersion de l'agent. La technologie risque pourtant d'abaisser vite ces barrières, et d'élargir le nombre de personnes pouvant produire des agents biologiques dangereux. Environ 10 000 individus

La technologie va élargir le nombre de personnes pouvant produire des agents biologiques dangereux

ont aujourd'hui l'expertise pour produire des armes biologiques de qualité militaire. Mais le nombre de personnes pouvant cultiver des pathogènes et manipuler leurs données génétiques – en augmentant leur potentiel de contagion, leur létalité ou leur résistance aux médicaments – ne se chiffre plus en milliers mais en centaines de milliers, voire en millions. La révolution des biotechnologies a multiplié le nombre de laboratoires pouvant entreprendre un tel travail : on en compterait des milliers¹⁰.

La menace nucléaire est aussi devenue bien plus réelle. On peut envisager que des terroristes conçoivent une bombe rudimentaire, s'ils parviennent à acquérir des matières fissiles. En 2005, le Center for Strategic and International Studies (CSIS) a interrogé un groupe d'experts de l'islam radical et des armes nucléaires : un tiers d'entre eux pensaient que les terroristes avaient déjà la capacité de fabriquer une bombe, la majorité des autres spécialistes interrogés annonçant une telle aptitude pour les cinq prochaines années. Ce que les islamistes peuvent faire aujourd'hui, d'autres le feront à l'avenir. Étant donné que des centaines de tonnes de matières nucléaires sont piètrement protégées en ex-Union soviétique, et que plusieurs tonnes d'uranium enrichi dorment dans les réacteurs du monde entier – dont certains sont fort mal protégés –, le spectre du terrorisme nucléaire a de l'avenir.

10. L'auteur remercie Richard Danzig, ancien *US Secretary of the Navy*, pour ces estimations.

« Privatisation de la violence » : l'expression renvoie à l'apparition de groupes capables d'infliger des destructions égales ou supérieures à celles qui peuvent être produites par des États, et elle décrit un processus durable. Du fait du progrès technologique, des capacités de destruction importantes sont à la portée d'unités de plus en plus réduites.

La situation n'est pourtant pas désespérée. Les sociétés occidentales ont les moyens de développer les remèdes techniques et les contre-mesures pour se défendre. Il faudra beaucoup d'imagination, d'ingéniosité et de détermination pour garder une longueur d'avance sur les fauteurs de violence. Les résultats des cinq premières années de l'ère du terrorisme catastrophique n'inspirent pas vraiment confiance...

PE

MOTS CLÉS

Terrorisme catastrophique
Islamisme
Irak
Armes biologiques